

Envoyé en préfecture le 05/11/2024

Reçu en préfecture le 05/11/2024

Public Te Spiles 10 / 1024 .

ID: 085-248500589-20241028-2024A113-AR

Arrêté n° 2024-A-113

Direction des Affaires Juridiques et des Assemblées Service Assemblées-Courrier

Hôtel de Ville et d'Agglomération Place du Théâtre – BP 829 85021 La Roche-sur-Yon Cedex Tél.: 02 51 47 47 47

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.5211-9,

Vu la convention de mutualisation entre La Roche-sur-Yon Agglomération et la Ville de La

Roche-sur-Yon signée en application de la délibération n°11 du Conseil communautaire

du 14 décembre 2021,

Vu l'arrêté n°2024-A-081 du 3 septembre 2024 donnant délégation de signature à Lucile

BOURA-PERRAUDEAU, Directrice mutualisée des finances et de la commande

publique,

Considérant l'organisation mutualisée des services de La Roche-sur-Yon Agglomération et de la

Ville de La Roche-sur-Yon.

Considérant la nécessité d'assurer le fonctionnement normal de l'Administration.

Sur proposition de la Directrice générale des services,

Arrête

Article 1:

Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Lucile BOURA-PERRAUDEAU, Directrice mutualisée des finances et de la commande publique, dans le cadre de ses attributions pour les actes suivants :

Mesures diverses:

- correspondances avec les usagers dans les domaines fiscal, budgétaire et comptable;
- correspondances administratives courantes;
- correspondances avec les organismes financiers et bancaires ;
- correspondances avec les administrations fiscales et financières ;
- notifications et attestations diverses ;
- correspondances et pièces diverses relatives à l'attribution de subventions.

Pièces comptables :

- bordereaux de mandats et titres de recettes tous budgets ;
- les factures ou états permettant de recouvrer les recettes ;
- ordre de paiement ;
- certificat de transfert ;
- certificat de réforme des biens ;
- certificats pour annulation de mandats ou de titres ;
- déclaration de TVA ;
- attestation de TVA pour délégataire ;
- déclaration FCTVA;
- reçu au titre de dons à certains organismes d'intérêt général ;
- état des restes à réaliser ;
- lignes de trésorerie : tirage, remboursement et substitutions de taux ;
- facturations diverses.

Envoyé en préfecture le 05/11/2024

Reçu en préfecture le 05/11/2024

Publiète Affiche le S/11/2024

ID: 085-248500589-20241028-2024A113-AR

Mesures de gestion du personnel:

- état de frais de déplacements ;
- validation des heures supplémentaires ;
- actes relatifs à la formation ;
- ordres de mission pour les déplacements en Région des Pays de la Loire ;
- mesures courantes de gestion :
- les fiches d'entretiens professionnels des agents de sa direction, en lieu et place de l'autorité territoriale.

Marchés publics: en cas d'absence ou d'empêchement du responsable du Pôle.

Correspondances et pièces courantes d'exécution des marchés, à l'exception des documents relatifs :

- à la modification du contenu des prestations ;
- aux délais d'exécution ;
- aux propositions d'acceptation d'un sous-traitant ;
- aux opérations de réception ;
- aux décisions de résiliation ;
- au traitement d'un différend en phase précontentieuse ou contentieuse.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Lucile BOURA-PERRAUDEAU, Directrice mutualisée des finances et de la commande publique, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par Ketty COVEMAEKER, Directrice générale des

services mutualisée.

<u>Article 3</u>: La Directrice générale des services mutualisée est chargée de l'exécution du présent arrêté qui remplace l'arrêté n°2024-A-081 du 3 septembre 2024.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 28/10/2024

Le Président, Luc BOUARD

Signé numériquement le 28/10/2024 par BOUARD Luc Président

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de son affichage. Le Tribunal Administratif précité peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.